

SYNDICATS

Komerod Nico

Bernard Thomas

C'est sous sa présidence que le FNCTTFEL-Landesverband est devenu le syndicat le plus combatif au Luxembourg. Face au woxx, Nico Wennmacher retrace son parcours syndical et donne son avis sur l'état du LSAP.

Nicolas Wennmacher est un Éislecker qui a perdu l'accent. « Je me suis adapté », nous explique-t-il. Sauf pour dire « non », Wennmacher dit « nitt » ; entre le « nikt » du Nord et le « net » du Sud. C'est en 1962, à l'âge de 15 ans, que ce jeune fils de paysans entre comme apprenti électromécanicien dans la « Léierbud » de la gare de Luxembourg-Ville. Il était né en 1962 à Doennange, « un petit village de paysans », dans le Canton de Clervaux. « Ma famille n'était pas politisée », nous confie-t-il, « la conscience politique, je l'ai eue par le travail, l'environnement et les collègues avec qui je bossais ». Dès son arrivée dans les ateliers, on lui suggère « qu'il serait bien de prendre sa carte au 'Verband' ». Et en effet, il la prendra en 1963... « c'était une évidence ».

Mais il faudra attendre l'année 1968 pour le voir à sa première manif. Contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars du Pacte de Varsovie, écrasant sous leurs chenilles l'utopie fragile du « socialisme à visage humain ». L'année précédente, il avait assisté à son premier séminaire

de l'organisation de jeunesse du Verband. Il en était ressorti, dit-il, « vraiment enthousiasmé ».

Dans les décennies suivantes, il gravira les échelons de l'appareil syndical. Lorsqu'on lui demande de retracer son parcours personnel, Nico Wennmacher énumère machinalement : en 1970, entrée dans le Verbandsrot, en 1978 élection dans l'exécutif de la Verbandsleitung comme deuxième vice-président, en 1982, il avance au poste de premier vice-président, et enfin, en 1998, il est élu président du FNCTTFEL. Il travaillera jusqu'en 1997, « dans la signalisation », tout en étant partiellement dispensé pour pouvoir faire du travail syndical.

Le syndicat le plus combatif du Luxembourg

Sous sa présidence, le Landesverband, tout en restant incorporé dans la culture de la concertation, deviendra le syndicat le plus combatif du Luxembourg. Durant de longues années, le Landesverband resta parmi les seules forces au Luxembourg à s'opposer à un discours néolibéral hégémonique. « Nous sommes tout à fait conscients que les services publics sont un acquis des travailleurs », explique Wennmacher. Et d'ajouter : « On n'a jamais été corporatistes ; nous ne pouvons défendre les intérêts de nos membres qu'à condition

que ceux de l'ensemble du salariat le soient aussi. Le service public n'est pas une île sur laquelle régneraient des conditions fondamentalement différentes de celles régnant sur l'ensemble du salariat ici au Luxembourg ».

A y regarder de plus près, les cheminots - qui constituent le cœur du Landesverband - sont sur la défensive depuis pas mal de temps. Le chemin de la passion des chemins de fer débute dans les années 1950 avec l'apparition d'un des symboles des Trente Glorieuses : la voiture à prix abordable. En 1950, 17.560 voitures roulaient sur les routes du grand-duché, en 1960, ce chiffre s'était doublé (58.986) et, en 1970, le nombre de voitures atteignait 113.735 unités. Dès lors, les chemins de fer étaient considérés comme des anachronismes lourdauds. L'heure était à la « modernité », c'est-à-dire aux autoroutes. En même temps, de nombreuses lignes ferroviaires furent fermées. Puis sonna, dans les années 80, l'heure de la réaction néolibérale qui imposa son projet d'une « re-marchandisation » généralisée de la société. Si en 1946, les chemins de fer employaient 6.000 personnes, en 1990, ils n'étaient plus que 3.751.

En 2005, Wennmacher sera un des premiers à se prononcer publiquement contre le Traité constitutionnel européen, à un moment où cela équivalait quasiment à de la « haute trahi-

son ». Mais il ne regrette rien : « Nous ne pouvions nous battre des années durant contre une politique de libéralisation en Europe et puis appeler à aller voter pour un traité qui codifiait cette même libéralisation. Du moins pour moi, cela était clair. »

Qu'un président du Landesverband en soit arrivé à occuper cette place sur l'échiquier politique national, constitue en soi une curiosité historique. Car ses prédécesseurs comptaient plutôt parmi l'aile droite de la social-démocratie luxembourgeoise. Dans l'Antiquité syndicale, en 1921, le refus des cheminots à s'allier aux occupants d'usine portera un coup fatal aux grévistes. En 1937, le Landesverband appela à voter « non » à la loi muselière. Mais son président de l'époque, Michel Hack, précisera : « Nous n'avons jamais été communiste, même pas prédisposé communiste, et ceci même à une époque où c'était à la mode ». En 1970, l'ancien président du Landesverband, Albert Bousser comptera à côté de Henry Cravatte et d'Astrid Lulling (une autre ancienne de l'exécutif du Landesverband) parmi les fondateurs de l'éphémère Sozialdemokratesch Partei (SDP), scission droitiste et anti-communiste du LSAP, rêvant déjà à la constitution d'une « neue Mitte ».

« Oui, c'est vrai, il y a eu par le passé une phobie des contacts avec tout ce qui se situait à gauche de la

Le neuvième président du Landesverband sur le toit du Casino syndical de Bonnevoie.



PHOTO: BERNARD THOMAS

social-démocratie», concède Wennmacher. « C'était l'époque où la relation entre le Landesverband et le LSAP était vraiment très étroite », explique-t-il. Relation que Ben Fayot, dans un article pour le centenaire du syndicat, caractérise de « collaboration organique ». Les syndicalistes du Verband à avoir poursuivi une carrière politique, voire ministérielle, dans le LSAP sont légions : ainsi le cinquième président du Verband, Albert Bousser, deviendra ministre des transports en 1964, et Fons Hildgen, le sixième président du Verband, est élu député en 1964 et sera entre 1976 et 1979, président de la fraction du LSAP. Nico Wennmacher, qui a pris sa carte du LSAP en 1969, se rappelle non sans quelque nostalgie, d'une époque « où pour pouvoir entrer au LSAP, il fallait être organisé dans un syndicat de la CGT ».

« Or, les temps d'un Albert Bousser sont passés », constate Wennmacher. Aujourd'hui, les syndicats progressistes seraient donc moins proches du LSAP tandis que le LSAP se serait désyndicalisé. « Oui, on pourrait dire cela », acquiesce Wennmacher.

Camarade dissident

Politiquement, Wennmacher est un des derniers à occuper une contrée politique aujourd'hui plutôt déserte : la gauche du LSAP. Ce n'est

pas tellement lui qui se serait « gauchisé », c'est plutôt que le paysage politique a glissé vers la droite. Ainsi, lorsqu'en juillet dernier, au congrès extraordinaire du LSAP, les délégués votèrent l'entrée au gouvernement du LSAP, trois mains se levaient pour voter « non » ; dont celle de Nico Wennmacher. Il y a cinq ans, en 2004, ils avaient encore été 57. Si Wennmacher dit aujourd'hui ne pas s'être « vraiment attendu à une large opposition », le fait qu'ils aient été tellement peu nombreux à voter contre, l'a quand même « étonné ».

Nico Wennmacher s'explique le mauvais résultat du LSAP lors des dernières élections - surtout dans ces bastions traditionnels du Sud où le LSAP était encore largement identifié comme un parti ouvrier - par « une perte de profil politique » du LSAP. « Un message progressiste n'a tout simplement pas été formulé », se désolait-il. « Cela a à voir avec la politique de gouvernement ; à l'époque, le LSAP a défendu une bonne partie des thèses libérales, en ce qui concerne la libéralisation des services publics, par exemple. Le problème par la suite, c'est que les gens ne voient plus de différences entre les différents partis. Et lorsqu'il ne s'agit donc plus que de voter sur des personnes, alors peut-être qu'ils préfèrent Juncker. »

Wennmacher remarque que « même dans un petit pays, la distan-

ce entre la base et la direction d'un parti peut être grande. » Et il renvoie aux résultats du référendum de 2005, où, d'après l'ILRES, la moitié des électeurs du LSAP se serait retrouvée dans le camp du « non ». « On n'a toujours pas su donner une réponse politique à tous ceux qui ont voté non » se désolait Wennmacher.

En septembre, à l'occasion de l'académie d'été du LSAP, Lucien Lux, qui essaie de se reconstruire une existence politique, s'en était fait l'écho. Cinq ans après le référendum, il déclarait à la presse : « On devrait aussi sérieusement se demander pourquoi 43,38 % des gens ont dit non au référendum sur le traité constitutionnel ». Et de reconnaître : « les socialistes ont trop longtemps laissés sonner les sirènes de la libéralisation. » Wennmacher, lui, reste sceptique : « c'est une bonne découverte, mais reste à voir ce qui en sera fait... ».

En ces temps-ci, Wennmacher est un peu la mauvaise conscience du LSAP. Un rôle qu'il dit avoir été un peu forcé à endosser. Par défaut en quelque sorte : « j'ai toujours dit que les organisations de jeunesse devaient au fond être la conscience du parti ou des syndicats. Mais aujourd'hui, ils ne jouent plus ce rôle-là ».

Wennmacher souhaite un repositionnement à gauche du LSAP : « Le LSAP devrait à la fois se démarquer

et enfin voir où sont ses alliés naturels. Ce sont les syndicats, et les organisations de la société civile. Aussi au Luxembourg, il ne faut pas que le LSAP ait une œillère ou ait trop de peurs de contact avec déi Lénk, par exemple. »

Justement, déi Lénk ; n'a-t-il pas été tenté de la rejoindre? La question l'embarrasse, visiblement. Mais il finit par lâcher : « Oui, cette question je me la suis posée. Mais je garde toujours un peu l'illusion que l'on peut encore changer les choses au sein du LSAP. Que l'on puisse toujours faire en sorte qu'elle reste une alternative écologique et sociale au CSV et au DP ». Puis, plus pensif, il ajoute : « Mais il faut voir jusqu'où cela reste encore du domaine du possible. Ce sont bien sûr des questions qu'il faut aussi se poser à soi-même. Là, on n'est pas toujours en accord avec soi-même. » Et de conclure : « Mee et muss ee kucken dat bescht draus ze maachen... ».

A l'occasion de son centenaire, le Landesverband vient de sortir un bel ouvrage : 100 Joer FNCTTFEL-Landesverband 1909-2009, 244 p. 15 euros pour les membres du Landesverband ou 30 euros pour les non membres. Disponible au Casino syndical de Bonnevoie.